

Les Faurécia Chimie font plier le groupe, « donneur d'ordres », Peugeot !

Peugeot vient d'essayer un revers sérieux dans son projet de casse de 8 000 emplois avec fermeture de site. Imposer ce projet, c'était sans compter, et sans considérer, les salariés de sa filiale Faurécia qui subissent les conséquences des choix de gestion de Peugeot.

L'action des syndicats CGT de Faurécia, équipementier automobile de la plasturgie, avec la **Fédération Nationale des Industries Chimiques (FNIC-CGT)**, a fait plier le « donneur d'ordres » Peugeot, contraint de suspendre la restructuration pour non-respect de la Loi.

Une action syndicale rendue possible, aujourd'hui, avec la législation actuelle mais qui serait impossible demain avec l'Accord National Interprofessionnel sur la Sécurisation de l'Emploi et la Compétitivité, s'il était traduit en loi sans modification.

Peugeot a engagé une restructuration sans aucune considération pour les filiales impactées en :

- ⇒ « Saucissonnant » l'information pour diviser les salariés dans les filiales ;
- ⇒ Empêchant les représentants du personnel et l'ensemble de la population de connaître la réalité de l'ampleur des conséquences sur les emplois supprimés.

Pour la FNIC-CGT et ses syndicats, un emploi est un emploi et une vie est une vie qu'on travaille pour PSA ou dans n'importe quelle filiale ou entreprise !

Par sa décision, le Tribunal donne droit aux salariés en suspendant la restructuration, tant que Peugeot et Faurécia ne respecteront pas les

procédures légales de défense des salariés sur l'information et la consultation.

Une bataille qui permettra de laisser du temps pour mobiliser, agir et empêcher cette casse industrielle, le but étant bien de préserver l'activité industrielle. Et non de grossir une prime supra légale de casse des emplois.

Cette décision met en exergue, au regard des fermetures et de la casse industrielle, le besoin de renforcer les droits d'intervention des Instances Représentatives du Personnel (IRP) en partant de l'entreprise et non uniquement au niveau du sommet.

Interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits, forte demande exprimée par la population dans un sondage Harris publié dernièrement.

Le gouvernement doit choisir son camp ! Pas d'hypocrisie. Le « dialogue social » est une « publicité mensongère » tellement les rapports de forces sont déséquilibrés !

Sans l'intervention des salariés, la parole des élus et syndicalistes n'a aucun poids. Il y a urgence à renforcer le droit des salariés avec un droit de véto, dans les entreprises.

Contact presse : **FNIC-CGT** : 01 55 82 68 88—**Carlos MOREIRA** : 06 76 78 53 61